L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, SAMEDI MATIN, 18 FEVRIER 1871. 24ème Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI MATIN, 18 FEVRIER.

CONDITIONS A L'ENCAN DE UN JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Le Shérif procédera aujourd'hui, à 10 1/2 heures A M., sur les lieux, No 137 rue du Champ-de-Mars, District, à l'adjudication d'un lot de terre, etc.

Le Shérif procédera aujourd'hui, à 10 1/2 heures A M., sur les lieux, No 137 rue du Champ-de-Mars, District, à l'adjudication d'un lot de terre, etc.

M. Pitcher, encanteur, vend aujourd'hui, à la Bourse d'Orléans, à 10 heures—Une belle part de stocks — Aussi, à 5 heures, sur les lieux, trois jolies résidences confortables en bois, situées rue de la Levée, entre celles Louisa et Nicholas, District. Voir l'annonce dans la colonne d'encan.

M. Pitcher, encanteur, vend aujourd'hui, à la Bourse d'Orléans, à 10 heures—Une belle part de stocks — Aussi, à 5 heures, sur les lieux, trois jolies résidences confortables en bois, situées rue de la Levée, entre celles Louisa et Nicholas, District. Voir l'annonce dans la colonne d'encan.

ATTENTION!

Quincaillerie et Machines à coudre.—Voir l'annonce de D. E. Morphy.

Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., au "Pelican Printing Office", encadrez des rues Bourbon et Toulouse.

CANDIS PURS et sans MELANGE.—Sucrerie fine en tous genres chez J. VILLERE-HUA & Cie, Successeurs d'Ernest Pepin, 93 rue Vieille-Levée.

THEATRES.

AUJOURD'HUI, SAMEDI.

Le matin, à midi, le Barbier de Séville, le Barbier de Jerusalem.

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE.—A midi et le soir, grande soirée d'opéra-bouffe de Madame Offenbach.

VARIETES.—A midi, Pire Fly; le soir, Bert and Leave Man.

THEATRE NATIONAL.—A midi et le soir, Compagnie Japonaise.

THEATRE CRESCENT CITY.—Fos 10 et 44, rue de Chartres.

Le vote de Paris et celui de l'Assemblée.

Le télégraphe nous a transmis le résultat du vote de Paris, le 8 février; nous l'avons publié cette lisde curieuse et instructive. Depuis, une dépêche nous est venue, sur les 43 citoyens portés sur cette liste, 33 avaient été admis comme députés à l'Assemblée. Paris ayant donc, sur ses 43 députés, il faudra procéder à un scrutin de ballotage pour les autres représentants.

Il y a toujours que la liste des 33 députés précisément avant le nom de Favre qui reste ainsi écarté avec ses collègues seulement. Les seuls des membres du gouvernement provisoire élus à Paris sont Gambetta qui a obtenu 191,000 voix, Dorian qui en a eu 136,000.

Il faut apprécier la portée des voix de chaque candidat, le nombre d'abord entre les deux chiffres des élections entières. Voici, d'abord, le vote du 8 février sur le plébiscite impérial :

Inscrits	446,215
Votants	75,000
Oui	189,588
Non	184,946

Le plébiscite investissement de Paris, les votes ont été appelés à donner, le 3 février, un vote de confiance au gouvernement provisoire, et voici les chiffres que je réserve dans les journaux de province pour la population entière de Paris, non compris l'armée et la marine :

Pour le gouvernement	321,373
Contre	53,585
Total	374,958

Il comprend les habitants des environs de Paris, qui ne sont pas dans le département de la Seine; de plus, il est à supposer que le nombre des votants devrait, le 8 février, se trouver par les circonstances à 350,000. Le nombre des votants a dû être d'environ

En comparant les chiffres qui précèdent aux fortes majorités données aux cinq premiers candidats, Louis Blanc, Victor Hugo, Delescluze, Quinet et Gambetta, on reconnaît que le vote de Paris pour le candidat comme une double protestation contre l'Empire qui a laissé le pays sans armements, et contre le gouvernement de Paris, composé de Trochu, Jules Favre et autres, à l'indécision et à la faiblesse desquels on attribue la nécessité où s'est trouvé de capituler devant la famine.

Trochu et Victor Hugo qui sont en effet, sont des républicains avancés, qui, pendant le siége, tout en soutenant le gouvernement à une révolution quelconque, ont répudié tout lien avec les auteurs de la rue. Cette attitude a rallié les suffrages de tous les républicains à trustement dévoués.

Les cinq premiers noms que nous avons donnés viennent, avec un vote très remarquable, après les noms républicains tels que Rochefort, Pyat, Schœlcher, Félix Pyat, Edmond Adam, Greppo, le disciple de Proudhon, et quelques autres. Leurs voix ont été de 183,000 à 95,000. Les bonapartistes, depuis la disgrâce de Rouher, depuis la chute de l'Empire, depuis la mort de Morny, depuis celle de Billault, depuis la disparition de Mocquard, Rouher, Baroche et autres, ont perdu leurs voix environ, et, chose très remarquable, Jules Favre ne trouve à lui que cinq cent-vingt-huit voix, tandis que Delescluze, son collègue, a 183,000 voix. Les ouvriers et Rochefort se trouvent fourvoyés par un vote de représentants, le peuple 153,000 voix, le second avec

Il est à remarquer vivement dans les élections nationales par le télégraphe les noms candidats conservateurs. Thiers a eu 102,000 voix et Jules Favre 81,000.

Il est clair, sur les 900 candidats présentés, qu'on nous a donné quel les nous avons dû est obtenu le plus de votes. Il est probable que les autres membres du gouvernement, Garnier Pagès, Picard, Simon, Ferry, Pelletan et Emmanuel Arago n'obtiendront de 50 à 60,000 voix.

Il semble, le vote de Paris est une protestation bien évidente contre la capitulation et contre la restauration de l'Empire, contre une la démission qui semble les avoir saisis d'un étonnement révolutionnaire. (Ce vote forcera contraste assez frappant avec le politique et conservateur du reste de la France.

Le vote de Paris nous a donné que M. Grevy a été nommé président de l'Assemblée par 510 voix sur 538, c'est-à-dire à la presque unanimité.

M. Grevy est un républicain de 1848. Ses idées avancées sont tempérées par un grand esprit de conciliation et une impartialité parfaite. En résumant le vote exprimé sur lui, les partis ont prouvé qu'ils comprennent la nécessité de faire taire leurs aspirations intéressées, pour régler d'abord la question urgente pour laquelle l'Assemblée est réunie. L'armistice n'étant prolongé que de cinq jours expirera le 24. Il ne reste donc qu'un délai bien court pour décider de la paix ou de la guerre et pour arriver, dans la première alternative, à la conclusion d'un traité de paix.

Le choix de M. Grévy est également un indice des tendances pacifiques de l'Assemblée, car, bien qu'il ait protesté, dans une lettre que nous avons reproduite, contre des démarches qu'on lui attribuait, il n'en passe pas moins pour avoir été toujours favorable à la paix. D'un autre côté, il s'est, depuis le 4 septembre, constamment prononcé en faveur de la réunion d'une assemblée, et cette circonstance a dû contribuer à son élection comme président.

L'Assemblée doit se composer de 738 membres, mais, par suite des élections multiples, des démissions, et peut-être du défaut d'élections dans certains départements envahis, elle ne pourra être au complet; elle aura bien, probablement, un chiffre de 650 membres. Nous pourrons commencer à juger, par la composition du ministère qui sera nommé, de la force respective des partis. Néanmoins, il est à présumer que la commission provisoire qui aura pour mission de traiter de la paix, n'indiquera pas exactement les vues et les desseins de la majorité pour la constitution du gouvernement définitif. Ce n'est qu'après le départ des Prussiens que la question de la forme du gouvernement sera posée. Jusque-là il pourra se produire des récriminations et quelques escarmouches, mais la lutte devra être forcément ajournée.

LA MINE DE SOUFRE.—Une dépêche des ingénieurs, en date du Lac Charles du 16 février, annonce que le sondage qui avait atteint le banc de soufre à 428 pieds, est arrivé, à cette date, à 506 pieds sans avoir dépassé l'épaisseur du banc de soufre. Dans la première sondage, le banc de soufre qui avait été atteint à une profondeur de 448 pieds avait cent pieds d'épaisseur. Le sondage actuel ne doit s'arrêter que quand on aura dépassé complétement l'épaisseur du banc de soufre. Les ingénieurs doivent venir à la Nouvelle-Orléans la semaine prochaine, avec des échantillons du soufre cristallisé qu'ils ont recueilli par le nouveau sondage.

UNE ANNÉE DE GRACE POUR LES TAXES DE 1861 A 1864.—Nous reproduisons le texte de la loi qui suit en faisant observer que l'année de grâce accordée court de la date de la promulgation et comprend toute l'année courante.

Acte en faveur des Contribuables.

Sec. 1. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentatifs de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*—Que les contribuables en arrière avec les prescriptions du paiement de l'intérêt et des pénalités des taxes d'Etat, de paroisse, de municipalité et de ville des années 1861 à 1864, inclusivement, et qu'il leur est accordé une année, à partir de l'adoption de cet acte, pour le paiement du montant de ces taxes.

Sec. 2. *Il est de plus décrété, &c.*, Que cet acte aura force de loi à partir de son adoption.

Approuvé le 31 Décembre 1870.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — Aujourd'hui, samedi, à la matinée : *Le Barbier de Séville*, avec Mme Nadi, MM. Dumestre, de Keghel, Périé et Duhosc.

A la représentation ordinaire du soir : *Jérusalem*, grand opéra en quatre actes, de Verdi, chanté par Mlle Rozée, M. Cazeaux, Dumestre, Périé et Duhosc.

Nous souhaitons à la Direction d'aussi belles recettes que samedi dernier. Si le temps ne se met pas en travers, le caissier de l'Opéra aura, sans nul doute, tout lieu d'être satisfait.

DEMANDE DE CHEMISIÈRES. — Des ouvrières sachant faire des chemises d'hommes trouveront de bons salaires en s'adressant chez M. E. Bouillon, 298, rue de la Commune.

UNE JOLIE ONQUILLE. — Nous trouvons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 13, l'amusante méprise que voici :

M. de Bismark requiert le gouvernement suisse de continuer à pratiquer les devoirs d'une stricte neutralité, afin de hâter le retour de la paix.

Inutile d'ajouter que les compositeurs ont mis triste pour stricte.

Voulez-vous de beaux et bons chapeaux à PRIX RÉDUITS ? Adressez-vous au coin St-Louis et Royale.

CHEVALIERS DE PYTHIAS. — Le premier grand bal de la Loge No 2 a si bien réussi que cette Loge s'est décidée à en donner un second qui aura lieu le soir même dans la salle de la Compagnie Allemande, au coin de la rue Bienville et du Passage de la Bourse. Le produit de ce bal sera également réservé pour le fonds de secours. Il y aura certainement beaucoup de monde et la fête sera fructueuse.

POUR LES ATTAKAPAS ET LA RIVIÈRE ATCHAFALAYA.—Le bateau à vapeur Rob Roy, qui avait été annoncé comme devant partir hier vendredi, ayant été retenu par le mauvais temps, partira aujourd'hui samedi, 18 du courant, à 5 heures du soir. Le Rob Roy est commandé par le capitaine D. E. Grove, assisté de M. A. Meynier, commis. Il prendra du fret pour tous les points intermédiaires, jusqu'à St-Martinville. Pour tous autres renseignements s'adresser à M. J. E. Carlin, rue Tchoupitoulas, No 4.

POUR LA CÔTE JUSQU'AU COUVENT St-Jacques. — L'excellent bateau à vapeur *Flora*, capitaine E. N. Ratier, et Lambert, commis, partira régulièrement, pour le point ci-dessus, trois fois la semaine : les mardis, jeudis et samedis matin, à 10 heures. Le *Flora* réunit toutes les conditions qui peuvent inspirer confiance aux passagers. Pour plus amples renseignements, s'adresser à MM. Block et Chrétien, rue Peters, No 55.

LE BOMBARDEMENT DE PARIS.

PROTESTATION DU CORPS DIPLOMATIQUE.

Les documents suivants sont intéressants en quelques jours seulement à la capitulation de Paris, et présentent un véritable intérêt historique.

La note suivante a été adressée à Son Exc. M. le comte de Bismark-Schœnhausen, chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, etc., etc., à Versailles :

Monsieur le comte,

Depuis plusieurs jours déjà des obus en grand nombre, partant des localités occupées par les troupes assiégeantes ont pénétré jusque dans l'intérieur de la ville de Paris. Dans leur trajet, des enfants, des malades ont été frappés. Parmi les victimes, plusieurs appartiennent aux Etats neutres. La vie et la propriété des personnes de toutes les nationalités établies à Paris se trouvent continuellement mises en péril.

Les faits sont survenus sans que les soussignés, dans la plupart n'ont eu ce moment d'autre mission à Paris que de veiller à la sécurité et aux intérêts de leurs nationaux, aient été, par une déclaration préalable, mis en demeure de prémunir ceux-ci contre les dangers dont ils sont menacés et auxquels des motifs de force majeure, notamment les difficultés opposées à leur départ par les belligérants, les ont empêchés de se soustraire.

En présence d'événements d'un caractère aussi grave, les membres du Corps diplomatique soussignés à Paris, auxquels se sont joints, en l'absence de leurs ambassades et légations respectives, les membres consulaires du corps consulaire, ont jugé nécessaire, dans le sentiment de leur responsabilité envers leurs gouvernements, et pénétrés des devoirs qui leur incombent envers leurs nationaux, de se concerter sur les stipulations à prendre.

Ces délibérations ont amené les soussignés à la résolution unanime de demander que, conformément aux principes et aux usages reconnus du droit des gens, des mesures soient prises pour permettre à leurs nationaux de se mettre à l'abri, eux et leurs propriétés.

En exprimant avec confiance l'espoir que Votre Excellence voudra bien intervenir auprès des autorités militaires dans le sens de leur demande, les soussignés choisissent cette occasion pour vous prier d'agréer, monsieur le comte, les assurances de leur plus haute considération.

Paris, 15 janvier.

Signé : KERN, ministre de la Confédération suisse ;—Baron ADELSWARRD, ministre de Suède et de Norvége ;—Baron de MOLTKE-HVITFELD, ministre du Danemark ;—Baron de ZUYLEN DE NYVELT, ministre des Pays-Bas ;—WASHBURNE, ministre des Etats-Unis ;—Chevalier VITALI, ROYAS, ministre de la Bolivie ;—Don PACIFICO DE SILVA, chargé d'affaires de Portugal ;—Marquis de MONTHOLON, ministre de France ;—Comte de RECHTEREN LIMPURG, ministre de Belgique ;—Comte de BENEDETTI, ministre de France ;—Comte TRAUTTMANSDORFF, ambassadeur d'Autriche-Hongrie ;—Baron de WERTHER, ministre de Prusse ;—Comte de VORLERSAHM, consul général de Russie ;—José M. CALVO Y PERUGI, consul d'Espagne ;—L. CERRUTI, consul général d'Italie ;—JOAQUIM PEREIRA VIEIRA, consul général de Portugal ;—A. VUZOS, vice-consul général de Grèce.

Achetez vos chapeaux au coin des rues St-Louis et Royale.

Les Emeutes de Paris.

Paris, 24 janvier.

Hier soir, les clubs avaient été dans plus violents ; des cris aux armes y avaient retenti, même une colonne avait descendu la rue du Temple vers l'Hôtel-de-Ville, mais tout s'était borné à quelques groupes un peu animés sur cette place.

Il n'en a pas été de même malheureusement aujourd'hui, un certain nombre de gardes nationaux de Belleville et de Montmartre se sont présentés avec des armes et des cartouches sur la place, après avoir quitté leur poste : " Nous venons, ont-ils dit, la Commune ! la sortie en masse ! " Ils avaient rencontré fort peu de sympathie en route. Arrivé sur la place de Grève, leur chef, M. Déreure, a heureusement ; le gouvernement n'était pas là, il n'y avait que M. Candey, adjoint, et M. Mahias, secrétaire général de la mairie.

Les délégués sont revenus vers les mécontents et leur ont dit que l'on avait pris note de leurs vœux, mais qu'on ne pouvait faire, en tout cas, de réponse autre à une manifestation armée. Naturellement cette concession a été fort mal reçue ; on a protesté ; elle aurait pu, en effet, paraître humiliante sur le piédestal des conciliateurs, ont harangué les groupes, enfin un coup de fusil est parti on ne sait d'où, et la fusillade a commencé.

Elle n'émanait pas des gardes nationaux formant partie de la première manifestation et auxquels s'étaient joints quelques autres qui avaient la crosse en l'air et qui, bien que mal intentionnés, paraissent devoir se borner à quelques protestations un peu vives, qu'alimentait la présence des groupes de curieux où se trouvaient des femmes et des enfants. Mais, vers trois heures, une troupe de 200 à 300 gardes nationaux en armes et battant la charge étaient survenus. C'était de bon cœur, car le 101e bataillon, parfaitement décidé à une journée sanglante.

Au signal que je viens de dire, on tira sur l'Hôtel de ville et notamment sur un adjudant-major qui empêchait qu'on mitraillât la grille et adressait aux assaillants l'injonction de se retirer. L'adjudant-major reçoit trois balles aux deux bras et à la tête. Il a dû succomber ce matin. Un garde national a eu la jambe brisée et, ce qui est profondément déplorable, des femmes et des enfants ont été atteints.

Devant cet abominable carnage, les mobiles bretons ouvrirent les fenêtres déjà brisées par les balles, puis firent une première décharge en l'air pour faire vider la place par les personnes inoffensives, puis firent face et en portè, ils firent feu sur les assaillants qui, terrifiés, se sont couchés, ou s'abritant derrière les candélabres. On tira aussi des fenêtres de la place de l'Hôtel de ville.

Des ordres ont été donnés immédiatement pour mettre un terme à ces douloureux désordres. Le général Malleroff, avec deux ou trois bataillons de garde nationale et un régiment de garde républicaine, a occupé et fait évacuer la place. Les agitateurs ont dû se retirer, en criant aux armes et en appelant vengeance, mais ils étaient peu écoutés.

Les bandes de barricades circulent dans les environs de l'Hôtel de ville. L'avortement de la tentative et l'isolement évident où ces criminels auteurs se sont trouvés au milieu de la population parisienne, ont permis de voir bientôt que tout allait être terminé. Rien n'a été tenté le soir.

Plusieurs proclamations du gouvernement et une du général Vinoy ont fait connaître le garde à vous à tous les gardes impatientant d'une entreprise blâmée par les hommes de cœur de tous les partis : M. Victor Hugo, qui a beaucoup d'influence sur les classes populaires, a qu'un officier d'un bataillon de Belleville est venu consulter, a reçu de lui le conseil de marcher non sur l'Hôtel de ville, mais contre les Prussiens.

Voici les proclamations officielles :

A la garde nationale.—Le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine.

Cette nuit, une poignée d'agitateurs a forcé la prison de Mazas et délivré plusieurs prévenus, parmi lesquels M. Flourens.

Ces mêmes hommes ont tenté d'occuper la mairie du 20e arrondissement et s'y installer Pinsurrection. Votre commandant en chef compte sur votre patriotisme pour réprimer cette coupable addition.

Il y va du salut de la cité.

Tandis que l'ennemi la bombarde, les factieux s'unissent à lui pour anéantir la défense.

Au nom du salut commun, au nom des lois, au nom du devoir sacré qui nous ordonne de nous unir tous pour défendre Paris, soyons prêts à en finir avec cette criminelle entreprise ; qu'un premier appel, la garde nationale se lève tout entière, et les perturbateurs seront frappés d'impuissance.

Le commandant supérieur des gardes nationales,

CLÉMENT THOMAS.

Approuvé : le ministre de l'intérieur par intérim,

JULES FAVRE.

Général Cellier, commandant du 2me secteur, au maire de Paris.

Le passage de Flourens à la mairie du 20e arrondissement a coûté environ 2,000 rations de pain empruntées et remportées. La commission municipale est dans le plus grand embarras ; elle compte sur vous pour obtenir le remplacement de ces 2,000 rations, soit par l'Hôtel-de-Ville, soit par une intendance quelconque. Vous ferez ainsi d'ordre public et des plus urgents.

Pour copie conforme :

Le ministre de l'intérieur par intérim,

JULES FAVRE.

Le gouvernement de la défense nationale, Considérant que, à la suite d'excitations criminelles dont certains clubs ont été le foyer, la guerre civile a été engagée par quelques agitateurs, désapprouvés par la population tout entière ;

Qu'il importe de finir avec ces détestables manœuvres qui, dans les circonstances actuelles, sont un danger pour la patrie et qui, si elles se renouvelaient, entacheraient l'honneur, irrémédiable jusqu'ici, de la défense de Paris, décrète :

Art. 1er. Les clubs sont supprimés jusqu'à la fin du siége. Les locaux de la garde nationale servant à cet usage seront immédiatement fermés.

Les contrevenants seront punis conformément aux lois.

Le gouvernement de la défense nationale, Considérant que la nécessité du maintien de la paix publique, pour être efficace, exige une action rapide de la justice militaire, décrète :

Art. 1er. Le nombre des conseils de guerre de la 1re division militaire est porté de deux à quatre.

Art. 2. Les nouveaux conseils de guerre seront immédiatement constitués par le ministre de la guerre.

Le gouvernement de la défense nationale,

Considérant que les journaux *le Rappel* et le *Combat* continuent chaque jour des excitations à la guerre civile ;

Que leur publication devient, en présence des crimes qui viennent d'être commis contre la sûreté de l'Etat, un danger public auquel la cité et la défense ne peuvent plus longtemps être exposées ;

Que la situation actuelle de Paris fait au gouvernement un devoir de recourir aux mesures que l'état de siége comporte, décrète :

Art. 1er. Le journal *le Rappel* et le journal le *Combat* sont supprimés.

Art. 2. Le préfet de police est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 janvier.

Les membres du gouvernement de la défense nationale ont adressé à la population de Paris la proclamation suivante :

Citoyens,

Un grand péril vient d'être commis contre la patrie et contre la république. Il est l'œuvre d'un nombre d'hommes qui servent la cause de Bismarck. Pendant que l'ennemi jette ses bombes, ils unissent couler le sang de la garde nationale et de l'armée sur lesquelles ils ont tiré. Que ce sang retombe sur eux, qui le répandent pour satisfaire leurs criminelles passions.

Le gouvernement a le mandat de maintenir l'ordre. Puisque de ses principales forces en face de la France.

C'est la plus tout entière qui réclame la répression la plus sévère de ces détestables criminels et la ferme exécution de leur.

Le gouvernement ne faillira pas à son devoir.

Paris, le 23 janvier 1871.

Les membres du gouvernement de la défense nationale : (Général Trochu, Jules Favre, Emmanuel Arago, Jules Ferry, Garnier-Pagès, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Jules Simon.

Les secrétaires du gouvernement : Aurélien Lavertujon, Héreid, Durier, Dréo.

Ordre du jour du général Vinoy à l'armée de Paris.

Le gouvernement de la défense nationale vient de me placer à votre tête ; il fait appel à mon patriotisme et à mon dévouement ; je n'hésite pas, le droit de ne pas craindre. C'est une charge bien lourde, je n'en veux accepter que le péril, et il ne faut pas se faire d'illusion. Après un siége de quatre mois glorieusement soutenu par l'armée et par la garde nationale, vivement supporté par la population de Paris, nous voici arrêtés par la famine et par l'impossibilité de se nourrir plus longtemps. Refuser le dangereux honneur de cet commandement dans une semblable circonstance, ce serait ne pas répondre à la confiance qu'on a mise en moi. Je sais maintenant de quoi je suis capable devant les dangers que peut affronter notre jeune garde nationale. A l'intérieur, je saurai y maintenir l'ordre et sauvegarder la cause grande. Vous me savez incapable de manquer, j'accepte ce danger, bien convaincu que la bravoure des jeunes citoyens, mêlés à l'armée et de la garde nationale, ne me feront pas défaut pour la défense de Paris et le salut de la patrie.

Général VINOY.

Ce déplorable événement va servir encore d'argument à ceux qui désespèrent de voir se rétablir la tranquillité en France. Ils ne croient pas à la liberté et le Bonheur français, en conséquence, à la république. Ils disent à nous nous, que pouvons plus grande liberté que celle dont nous jouissons ? Et ils ont raison. Il faut le dire, les républicains ont été trop modérés, ils ne savent pas faire taire les factieux par quelques mots énergiques, ils ne savent pas imposer silence à ceux qui veulent tout détruire. Ils ne savent pas se faire obéir. Ils ne savent pas se faire craindre. Ils ne savent pas se faire aimer. Ils ne savent pas se faire respecter. Ils ne savent pas se faire estimer. Ils ne savent pas se faire admirer. Ils ne savent pas se faire adorer. Ils ne savent pas se faire vénérer. Ils ne savent pas se faire glorifier. Ils ne savent pas se faire exalter. Ils ne savent pas se faire magnifier. Ils ne savent pas se faire sublimer. Ils ne savent pas se faire divinifier. Ils ne savent pas se faire déifier. Ils ne savent pas se faire apothéoser. Ils ne savent pas se faire canoniser. Ils ne savent pas se faire béatifier. Ils ne savent pas se faire sanctifier. Ils ne savent pas se faire bénir. Ils ne savent pas se faire consacrer. Ils ne savent pas se faire ordonner. Ils ne savent pas se faire prêtrer. Ils ne savent pas se faire évêquer. Ils ne savent pas se faire archevêquer. Ils ne savent pas se faire cardinaliser. Ils ne savent pas se faire papifier. Ils ne savent pas se faire infaillibiliser. Ils ne savent pas se faire immaculer. Ils ne savent pas se faire conceptionner. Ils ne savent pas se faire virginiser. Ils ne savent pas se faire maternaliser. Ils ne savent pas se faire divinisser. Ils ne savent pas se faire déifier. Ils ne savent pas se faire apothéoser. Ils ne savent pas se faire canoniser. Ils ne savent pas se faire béatifier. Ils ne savent pas se faire sanctifier. Ils ne savent pas se faire bénir. Ils ne savent pas se faire consacrer. Ils ne savent pas se faire ordonner. Ils ne savent pas se faire prêtrer. Ils ne savent pas se faire évêquer. Ils ne savent pas se faire archevêquer. Ils ne savent pas se faire cardinaliser. Ils ne savent pas se faire papifier. Ils ne savent pas se faire infaillibiliser. Ils ne savent pas se faire immaculer. Ils ne savent pas se faire conceptionner. Ils ne savent pas se faire virginiser. Ils ne savent pas se faire maternaliser. Ils ne savent pas se faire divinisser.

Une dépêche spéciale, adressée de la Havane au *Herald*, annonce que les journaux de la Jamaïque du district de Cinco Villas sont sur le point de se rendre aux insurgés.

Une pièce en accusation a été préparée, la Cédarine des Représentants de la Louisiane, contre le juge Durell. Nous donnerons demain les rapports sur cette affaire.

Le Sénat a été convoqué en session extraordinaire pour lundi prochain, 20 février, à midi.

Le Sénat a confirmé la nomination de J. Milton Turner, comme ministre à Libéria, et d'Otho Newcomb, de la Floride, consul au Rio Grande.

Le Sénat a confirmé Foster, de l'Arkansas, comme juge fédéral du district de la Louisiane.

La Cour Suprême va bientôt entendre les plaidoiries dans deux affaires importantes : celle de Bliew et Kennard, de la Louisiane, et celle de Hart, de Tennessee, constitutionnalité du bill des droits civils d'avril 1866, et celle de Knox contre Lee, de New-York, c'est-à-dire de confiscation de propriétés dans le but d'encourager la guerre, et de la légalité du papier-monnaie.

Elle est devenue telle et on la voit aujourd'hui accroupie indigne de dompter. Mais on est déjà fâché au mieux, son père, son enfants, ses femmes, le vous la faire conduire à Londres et à Bruxelles, en sûreté. La, en présence des canons de sa honte, elle ne trouvera qu'un cri : vengeance ! vengeance !

Cette image saisissante a produit une terrible impression. L'orateur a été interrompu par une triple salve d'applaudissements.

L'INHUMANITÉ ENVERS LES PRISONNIERS FRANÇAIS.—De nombreuses lettres contenant que les compagnies de prisonniers sont défaut de laisser parvenir aux prisonniers dont ils ont la garde en Allemagne les secours qu'on leur envoyait. Voici quelque chose de plus horrible :

On lit dans la *Gazette de Cologne* :

Vienne, 7 février.

Une lettre adressée de Neisse, dans la Silésie prussienne, à un compatriote établi à Vienne, raconte que, depuis le commencement de la guerre, les prisonniers français, qui sont obligés de construire des lignes de campagne, ont tellement à souffrir du froid avec des habits insuffisants, que récemment, 300 d'entre eux ont été gelés dans une nuit.

" L'humanité se refuse à croire des choses pareilles : un démenti du commandant de place nous remplirait d'une vive satisfaction ; mais, hélas ! les conditions dans lesquelles se trouvent les prisonniers français sont telles, que cette triste nouvelle est très vraisemblable. "

LES PRÉPARATIFS DE DÉFENSE DE LA RUSSIE CONTRE L'EMPIRE AUSTRO-HONGROIS.—Le *Journal de Saint-Pétersbourg* publie un ukase qui donne toute la Russie Européenne présente une rencontre violente entre l'empire du czar et la monarchie Austro-Hongroise aura et devra avoir lieu tôt ou tard.

Depuis la correspondance dont il s'agit on n'a fait aucune mention d'armements qu'on exécute en ce moment dans la Russie d'Europe et d'Asie, et l'on assure même que le service topographique militaire de l'état-major a été chargé de distribuer immédiatement à tous les officiers deux cartes des pays de l'empire du czar et de la monarchie Austro-Hongroise aux